Nous sommes là pour vous aider

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ASSOCIATIONS

cerfa
N°15059*02

COMPTE-RENDU FINANCIER DE SUBVENTION

(arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations)

Le compte-rendu a pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu est à retourner à l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée.
Il doit obligatoirement être établi, avant toute nouvelle demande de subvention.
Il doit être accompagné du dernier rapport annuel d'activité et des comptes approuvés du dernier exercice clos.

Vous pouvez ne renseigner que les cases grisées du tableau si le budget prévisionnel de l'action projetée a été présenté sous cette forme.

Le compte rendu financier est composé de trois feuillets :
1. un bilan qualitatif de l'action
2. un tableau de données chiffrées
3. l'annexe explicative du tableau

Ces fiches peuvent être adaptées par les autorités publiques en fonction de leurs priorités d'intervention.

Article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (extraits) :
« Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.
Le budget et les comptes de tout organisme de droit privé ayant reçu une subvention, la convention prévue au présent article et le compte rendu financier de la subvention doivent être communiqués à toute personne qui en fait la demande par l'autorité administrative ayant attribué la subvention ou celles qui les détiennent, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 précitée. »

1. Bilan qualitatif de l'action réalisée

Identification :

Nom : Association Trésor

Numéro SIRET : I 4 I 2 I 4 I 1 I 3 I 6 I 9 I 5 I 0 I 0 I 0 I 0 I 5 I 4 I

Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : IW I 9 I C I 1 I 0 I 0 I 0 I 8 I 5 I 8 I__I__I__I__I
Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de l'inscription au registre des Associations : : I__I__I__I__I__I__I

Décrire précisément la mise en œuvre de l'action :

L'association Trésor a mené un projet de découverte et de sensibilisation de la biodiversité aquatique à destination d'un public scolaire. Ainsi, 10 interventions à destination de 5 classes (2 interventions/classe) et une évaluation de la séquence pédagogique ont été réalisées. Le bilan des interventions est fourni en annexe. Pour assurer ces animations , du matériel a été acquis (loupes binoculaires, épuisettes, petit matériel). Ce matériel est mis à disposition auprès du réseau et des partenaires.

Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

122 élèves, 5 enseignants, et environ une quinzaine de parents accompagnateurs.
Le bureau d'étude ONIKHA, partenaire du projet.

Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

Septembre/octobre 2024: achat du matériel
Novembre/décembre 2024: interventions pédagogiques avec les 5 classes
Février 2025: évaluation de la séquence pédagogique avec deux classes

Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

L'ensemble des interventions prévues ont bien été réalisées. Une dernière intervention en classe, non prévue initialement, a été menée pour évaluer la séquence pédagogique avec deux classes. Dans le cadre de ces interventions scolaires, l'évaluation de la qualité des cours d'eau à travers l'identification des communautés d'invertébrés aquatiques aurait permis d'acquérir des données supplémentaires sur ces groupes étudiés. L'identification précise des macro-invertébrés aquatiques au rang générique, voire spécifique, nécessite un examen minutieux et chronophage par l'expert. Seule l'identification au rang d'ordre ou de grande famille a été réalisée par les élèves au cours des animations.

2. Tableau de synthèse[1].

Exercice 202.4

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
Charges directes affectées à l'action				**Ressources directes affectées à l'action**			
60 – Achat	2070	2031	98	**70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services**			
Matériel (loupes, épuisettes..)	2070	2031	98				
				73 – Dotations et produits de tarification			
Achats matières et fournitures				**74- Subventions d'exploitation**[2]	9570	9570	
Autres fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
61 - Services extérieurs	0	0		-			
Locations				-			
Entretien et réparation				Région(s) :			
Assurance				-			
Documentation				Département(s) :			
				-			
62 - Autres services extérieurs	5000	2750	55	Intercommunalité(s) : EPCI[3]			
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2500	2500	100	-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions	2500	250	10	-			
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes	0	0		-			
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
64- Charges de personnel	2500	6000	240				
Rémunération des personnels	2500	6000	240	Autres établissements publics	9570	9570	100
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel							
65- Autres charges de gestion courante				**75 - Autres produits de gestion courante**			
				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				**76 - Produits financiers**			
67- Charges exceptionnelles				**77- Produits exceptionnels**			
68- Dotation aux amortissements				**78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures**			
CHARGES INDIRECTES AFFECTEES A L'ACTION				RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION			
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges	9570	10781	113	**Total des produits**	9570	9570	100
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[4]							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	2500	2500	100	**87 - Contributions volontaires en nature**	2500	3712	148
860- Secours en nature				870- Bénévolat			
861- Mise à disposition gratuite de biens et services				871- Prestations en nature	2500	3712	148
862- Prestations	2500	2500	100				
864- Personnel bénévole				875- Dons en nature			
TOTAL	12070	13281	110	**TOTAL**	12070	13282	110
La subvention de…9570**…€ représente …..**100**…..% du Total des produits**.							

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros

[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements obtenus d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

[3] Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

[4] Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »

3. Données chiffrées : annexe.

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Pas de charges indirectes remontées dans le budget.

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

Le site naturel visé initialement était le site du bagne des Annamites, site du Conservatoire du littoral dont l'association Trésor assurait la gestion écologique. Les interventions ont été réorientées sur le site naturel du Rorota avec une mise à disposition de bus gratuits par la mairie de la commune. Le budget prévu pour les transports scolaires n'a pas été consommé. Les frais de personnel d'encadrement et de mise en oeuvre du projet sont plus conséquents (12j) que ceux prévus initialement (5j). Des actions de communication ont également été menées, non prévues dans le budget initial.

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée[5] :

Le suivi administratif et financier du projet ainsi que la programmation des transports scolaires avec les enseignants ont été valorisés en auto-financement. A cela s'ajoute, le temps agent lié aux actions de communication.

Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

La subvention accordée ne couvrant pas les dépenses de personnel affectées à l'action, le personnel de l'association Trésor s'est mobilisé pour assurer la mise en oeuvre du projet sans recherche de financement complémentaire d'où un budget global de réalisation plus important mais compensé par un auto-financement.

Je soussigné(e), (nom et prénom) TOSTAIN Olivier.....
représentant(e) légal(e) de l'association Trésor.....

certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le 12/03/2025..... à Cayenne.....

Signature

[5] Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »